

**RUSSIE.** Les soupçons de fraude électorale provoquent des manifestations et semblent affaiblir Vladimir Poutine et Dmitri Medvedev.

## Quand la colère surgit des urnes russes

**I**ncroyable mais vrai : le duo Poutine-Medvedev paraît vaciller. Le parti Russie Unie, qui soutient le régime, a obtenu un peu moins de 50 % des voix aux élections de la Douma et ses dirigeants sont accusés de fraudes massives. Résultat, la contestation a pris une ampleur populaire considérable : selon l'AFP, samedi 10 décembre, entre 50 000 et 80 000 personnes selon des estimations indépendantes (25 000, selon la police) ont défilé dans Moscou et des milliers de manifestants se sont exprimés dans une cinquantaine d'autres villes.

Pour calmer la contestation, le président Dmitri Medvedev a promis une enquête sur les allégations de fraudes, mais il a réaffirmé que le résultat des élections ne serait en aucun cas remis en question, ce qui a provoqué en retour de vives protestations de la part des responsables de l'opposition, qui annoncent de nouvelles manifestations pour le 24 décembre.



« Poutine et Medvedev n'ont plus la majorité absolue mais ils sauront s'adapter »

## « Le déclencheur a moins été la duperie que son affichage »

Comment comprendre une telle rupture, alors que tout le monde prédisait au régime actuel une victoire facile ? Il convient d'abord de nuancer l'importance de cet échec électoral. « *C'est une défaite politique incontestable, admet Victor Loupan, président du comité éditorial du journal *La Pensée russe*. Mais malgré le bourrage des urnes et en admettant que les chiffres donnés par les organismes occidentaux soient justes, Russie Unie obtient quand même au moins 30 % des voix, ce qui place le parti en tête de toutes les formations du pays.* »

Un point de vue partagé par l'historien Georges Nivat pour qui, si la fraude avait été aussi importante qu'on l'affirme, le pouvoir se serait arrangé pour obtenir un score... soviétique.

Alors ? Pour Tatiana Kastouéva-Jean, chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI), le déclencheur a moins été la duperie que son affichage public – presque naïf, puisque certaines chaînes de télévision affichaient des résultats portant sur 150 % des voix –, comme si le pouvoir se moquait ouvertement du peuple : « *Le pacte poutinien reposait sur l'assurance de la croissance économique et la possibilité pour les clas-*

*ses moyennes de s'enrichir, en échange d'une limitation de la liberté d'expression et du contrôle de la démocratie, souligne Tatiana Kastouéva-Jean. L'actuel Premier ministre et candidat à l'élection présidentielle a peu à peu perdu le lien direct avec ses électeurs et, enfermé dans ses certitudes, il ne comprend plus ses attentes.* »

Ainsi le maître de la Russie n'a-t-il pas vu se développer ses propres réseaux sociaux, notamment VKontakte, l'équivalent russe de Facebook. Là se rassemblent non seulement des groupes d'opposants mais aussi de simples citoyens épris de liberté.

Tatiana Kastouéva-Jean reprend aussi à son compte l'analyse formulée par l'ancien président tchèque Václav Havel, selon lequel le peuple russe a le sentiment d'avoir été spolié de ses aspirations démocratiques par la dégradation de la situation économique, au lendemain de la chute du mur de Berlin. On ne peut exclure, enfin, que les événements spectaculaires qui secouent le Maghreb et le Proche-Orient depuis plusieurs mois aient encouragé les Russes à se montrer plus indépendants vis-à-vis de leurs responsables politiques.

### Un mouvement sous contrôle

Faut-il, précisément, s'attendre à un « hiver russe », après le « printemps arabe » ? Pour la plupart des analystes, cette hypothèse n'a pas de sens.

Bien entendu, si la situation se tendait, Tatiana Kastouéva-Jean n'exclut pas que le pouvoir se comporte avec une brutalité redoublée. Mais de nombreux fac-

teurs plaident en faveur d'une stabilité politique. « *L'opposition ne dispose pas de leader crédible à présenter, remarque Victor Loupan. Les partis russes, fabriqués de toutes pièces au début des années 90 par Boris Eltsine, demeurent un peu artificiels. Pour l'instant, Vladimir Poutine reste populaire.* »

Par ailleurs, l'actuel Premier ministre prend bien soin de se démarquer de Russie Unie. Dans la perspective de la présidentielle, Vladimir Poutine s'appuie sur une structure politique plus large, appelée Front populaire, une structure informelle dont les personnalités, issues de la société civile, incarnent même une sorte d'anticonformisme.

Cela permet au candidat de se présenter comme un homme libre, qui se situe au-dessus des formations traditionnelles. Dmitri Peskov, porte-parole de Vladimir Poutine, a qualifié les manifestations de protestation démocratique d'une partie de la population qui est mécontente des résultats officiels, ajoutant : « *Nous respectons le point de vue des manifestants, nous entendons ce qu'ils disent et nous allons continuer à les écouter.* »

À ceux qui redoutent une manipulation, Georges Nivat fait valoir qu'en Russie aussi la démocratie progresse : « *Poutine et Medvedev n'ont plus la majorité absolue, ils ne peuvent plus imposer leurs lois, mais ils sauront s'adapter et se maintenir au pouvoir, au besoin en faisant naître des coalitions.* » Comme de vrais leaders de l'occidentale... ■

FRÉDÉRIK CASADESUS